

REPUBLIQUE DU TCHAD



UNITE-TRAVAIL-PROGRES

**MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GENERALE DU BUDGET**

**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE
L'ETAT AU DEUXIEME TRIMESTRE 2016**

31 octobre 2016

I. INTRODUCTION

Au cours du 2^e trimestre 2016, le Budget général de l'Etat s'est exécuté marqué dans un contexte économique international caractérisé par une faiblesse générale de la demande mondiale, ce qui a eu pour conséquence de dégrader les perspectives de croissance à court terme. Ainsi, selon les dernières estimations du FMI d'avril 2016, l'économie mondiale devrait enregistrer une croissance de 3,2% en 2016 contre 3,1% en 2015. Dans les pays avancés, la croissance économique se stabiliserait à 1,9% en 2016 alors que dans les pays émergents et pays en développement, la croissance est attendue à 4,1 % en 2016 contre 4 % en 2015 (taux le plus bas depuis la crise financière de 2008–09).

Quant à l'inflation, elle devrait rester modérée tant dans les pays avancés (0,7% en 2016 contre 0,3% en 2015) que dans la plupart des pays émergents et des pays en développement (4,5% en 2016 contre 4,7% en 2015), sous l'effet conjugué de la baisse du prix du pétrole et des produits de base.

Au niveau sous régional CEMAC, le FMI prévoit une croissance de 1,9% contre 1,6 % en 2015 et 4,9 % en 2014 à cause des investissements publics et de la production du pétrole. L'inflation devrait se stabiliser autour de 2,7% en 2016 contre 1,6% et 2015.

Au plan national, la situation économique reste marquée par la poursuite de la baisse des cours du pétrole et la montée de l'insécurité à l'échelle régionale. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel en 2016 est estimé à -3%, résultant à la fois de la baisse des investissements publics et de la faiblesse du secteur pétrolier.

Le présent rapport a pour objet de présenter la situation d'exécution du Budget de l'Etat au terme du 2^e trimestre 2016, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses de l'Etat.

II. SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT A FIN JUIN 2016

1. REALISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Prévues globalement pour un montant de 766,166 milliards de FCFA dans l'exercice budgétaire 2016, les recettes totales ont été portées à 198,245 milliards FCFA au 30 juin 2016, soit un taux de réalisation de 26%.

1.1. RECETTES HORS PETROLE

Sur une prévision annuelle de 470,170 milliards de FCFA, les réalisations de ressources hors pétrole au 30 juin se sont chiffrées à 176,638 milliards, soit un taux de recouvrement de 38%. Par rapport aux 38,888 milliards d'objectif de la période, elles sont en retrait de 13,815 milliards de FCFA.

a) Recettes Fiscales

Au cours du 2^e trimestre 2016, les recettes fiscales s'élèvent à 167,342 milliards de FCFA sur les 430,170 milliards de prévisions budgétaires, correspondant à un taux de recouvrement de 39 %. Par rapport à l'objectif trimestriel, elles enregistrent une moins-value de 11,693 milliards de FCFA.

Au niveau des régies financières, la Direction Générale des Impôts (DGI) a réalisé 42% de ses prévisions budgétaires, soit un montant de 121,971 milliards de FCFA. La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) quant à elle, n'a réalisé que 32% de ses prévisions annuelles, soit 45,371 milliards de FCFA.

b) Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont atteint 9,296 milliards de FCFA à fin juin 2016 sur les 40 milliards de FCFA prévus, soit une contre-performance de 23%. Par rapport aux 3,333 milliards de prévisions trimestrielles, elles dégagent une moins-value de plus de 2 milliards de FCFA.

1.2. RECETTES PETROLIERES

Au cours du 2^e trimestre 2016, les recettes pétrolières sont mobilisées à hauteur de 4,847 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 23,602 milliards de FCFA, soit

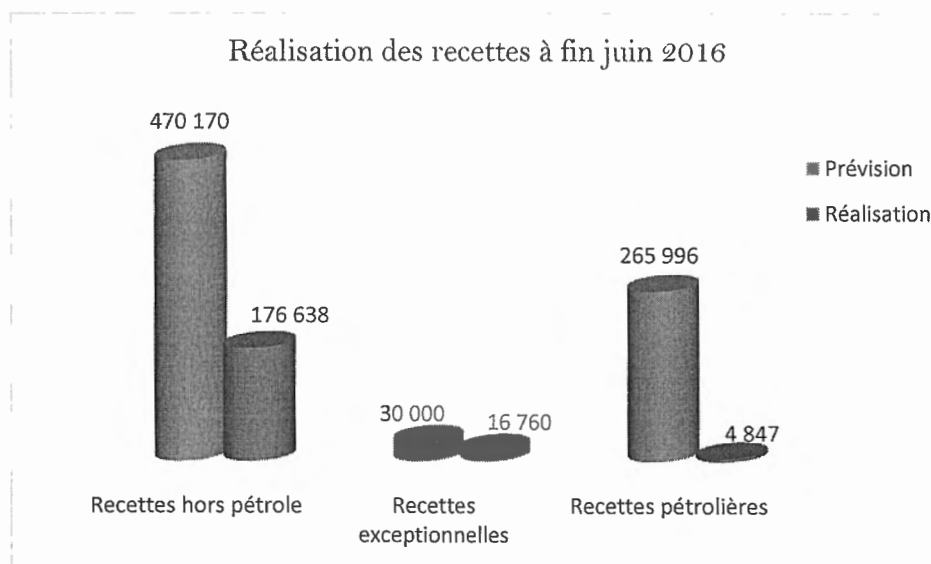
un taux de recouvrement de 2%. Ces recettes pétrolières comprennent uniquement les redevances statistiques dont la réalisation est en dépassement de 255 milliards de FCFA par rapport aux 1,061 milliards d'objectif de la période pour un taux de réalisation de 124%.

Tableau 1 : Réalisation des recettes au 31 juin 2016

	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation
Recettes hors pétrole	470 170	176 638	38%
Recettes exceptionnelles	30 000	16 760	56%
Recettes pétrolières	265 996	4 847	2%
TOTAL	766 166	198 245	26%

Source : DGT/MFB

Graphique 2



2. EXECUTION DES DEPENSES DE L'ETAT

L'analyse de la situation d'exécution des dépenses budgétaires au 2ème trimestre 2016, porte essentiellement sur les Dotations aux Pouvoirs Publics, les Interventions de l'Etat et Equipement-Investissement.

Sur les 1455,202 milliards de prévisions établies dans la Loi de Finances Initiale, les dépenses totales de l'Etat, sont évaluées à 202,004 milliards de francs CFA à fin juin 2016, affichant ainsi un taux d'exécution de 14%.

TITRE I : SERVICE DE LA DETTE

Prévu pour un montant de 39, 041 milliards, le service de la dette publique du Budget de l'Etat pour la gestion 2016 n'a pas connu de réalisation au cours du 2ème trimestre.

TITRE II : DOTATION DES POUVOIRS PUBLICS

Au cours du 2ème trimestre 2016, le montant total des dépenses ordonnancées à ce titre se chiffre à 195,813 milliards de Francs CFA sur une dotation annuelle de 446, 134 milliards de Francs CFA, soit un taux d'exécution de 44%. Par composante, la situation des dépenses des Pouvoirs Publics se présente comme suit :

➤ Personnel

Au 30 juin 2016, ces dépenses sont exécutées pour un montant de 188,556 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de de 391, 316 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 50%.

➤ Biens et Services

Au titre du 2^e trimestre 2016, les dépenses de biens et services ordonnancées s'élèvent à 7,257 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 69,818 milliards de francs CFA, correspondant à un taux d'engagement de 3%.

TITRE III : TRANSFERTS ET SUBVENTIONS

Prévues à hauteur de 204,020 milliards de FCFA, les dépenses de transferts et subventions ont atteint durant les six (06) premiers mois de l'année 2016, un montant de 5 ,617 milliards de FCFA, représentant ainsi un taux d'exécution de 3%.

TITRE V : INVESTISSEMENT-EQUIPEMENT

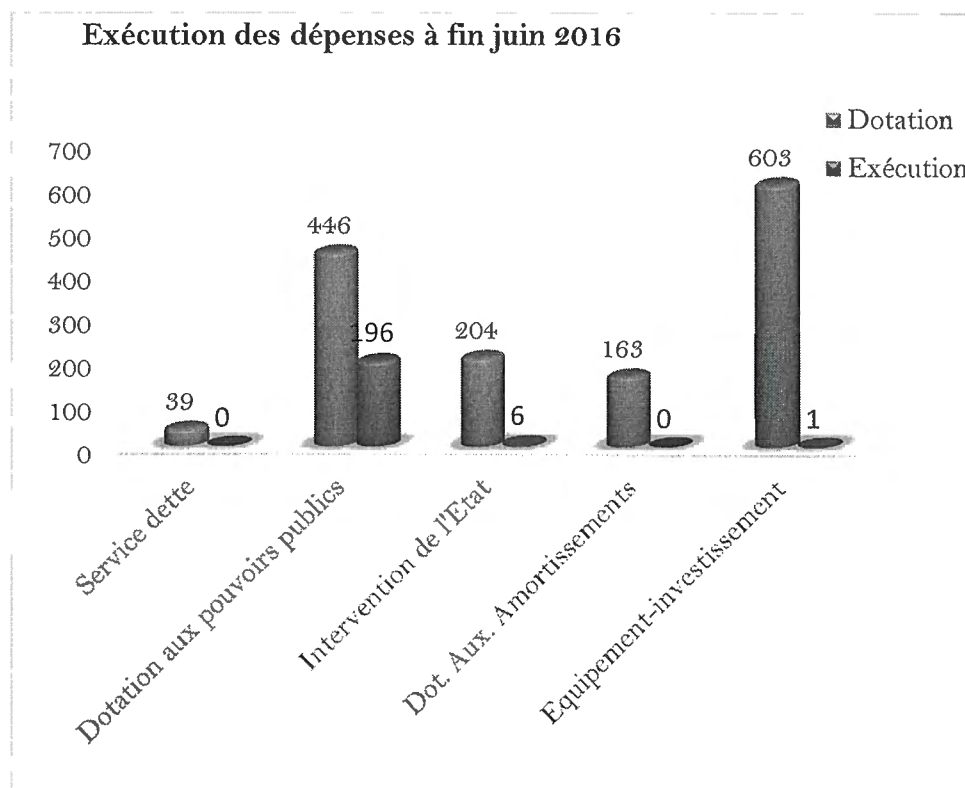
A la date du 30 juin 2016, les dépenses d'investissements sur ressources intérieures sont exécutées à concurrence de 574 millions de FCFA pour une prévision annuelle de 603,360 milliards de FCFA, ce qui correspond à un taux d'exécution de 0,1%.

Tableau 1 : Exécution des dépenses au 30 juin 2016

NATURE	Dotation	Exécution	Taux d'exécution
TITRE I			
SERVICE DETTE PUBLIQUE	39,041		0%
TITRE II			
DOTATION AUX POUV PUBLICS	446,134	195,813	44%
PERSONNEL	376,316	188,556	50%
BIENS & SERVICES	69,818	7,257	10%
TITRE III			
INTERVENTION DE L'ETAT	204,020	5,617	3%
CONT., SUBV	186,931	4,392	2%
INDEM. AUTRE. DEP	17,089	1,225	7%
TITRE IV			
DOT. AUX. AMORTISSEMENTS	162,647		0%
TITRE V			
EQUIPEMENT-INVESTISSEMENT	603,360	0,574	0%
TOTAL	1 455,202	202,004	14%

Source : CID/DGB/MFB

Graphique



III. CONCLUSION

L'exécution du Budget de l'Etat durant les six premiers mois de l'année 2016 reste faible par rapport à l'année 2016. La contre-performance observée au niveau de la Direction Générale des douanes est liée aux perturbations du commerce international en raison du contexte sécuritaire et d'un ralentissement de la demande avec le Nigeria. Les recettes pétrolières (nettes du remboursement des avances et des appels des fonds) ont représenté seulement 0,4% du PIB non pétrolier au premier trimestre, alors que les recettes non pétrolières ont aussi marqué le pas en raison d'un important ralentissement de l'activité économique.

Fait à N'Djaména le,

Le Ministre des Finances et du Budget


MBOGO Ngabo Seli
